

L'INVASION DU MALI UNE OPERATION POUR LA RECOLONISATION DE L'AFRIQUE

Une analyse russe de l'intervention française au Mali

Jeudi 17 janvier 2013

Depuis le 11 janvier 2013 une intervention méthodique de l'impérialisme occidental se déroule dans une autre partie de l'Afrique. Cette fois-ci, à nouveau en utilisant le Conseil de Sécurité de l'ONU trompé. La conquête du Soudan a été réalisée en séparant la petite partie sud riche en pétrole du reste pauvre du pays. Le contrôle des régions pétrolières du Nigeria a été décidé par la Cour internationale de Justice¹. Celui de la Libye et de la Côte d'Ivoire a été assuré par une intervention militaire directe sur la base des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Les méthodes diffèrent mais l'objectif est le même - la recolonisation de l'Afrique, la conquête de ses ressources naturelles et de ses marchés et l'arrêt de sa coopération avec la République populaire de Chine.

Lors de l'intervention au Mali, la communauté impérialiste, dans son entreprise de justification des interventions visant à contrôler l'opinion publique mondiale, s'efforce d'éviter toutes les erreurs commises dans les agressions contre d'autres pays d'Asie et d'Afrique. La guerre de l'information qui accompagne les campagnes de guerre de l'impérialisme lui a permis d'asseoir l'idée que l'impérialisme s'est levé pour défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale du Mali. Ce n'est pas du tout ça. Il existe toute une série de facteurs qui confirment que cette intervention ne diffère pas des précédentes.

Les groupes terroristes dans le nord du Mali ne sont pas nés ces deux dernières années. Ils ont été créés au su et au vu des services secrets des puissances impérialistes et avec leur soutien, des décennies durant.

La situation n'est devenue explosive que lors de l'intervention contre la Libye, et surtout après son achèvement et le renversement de Mouammar Kadhafi. Les armes ne sont pas parvenues au Nord du Mali, par hasard. Il existe de nombreuses preuves que les transferts d'armes ont été effectués avec l'aide de la France.

L'analyse de l'évolution des événements en 2012 suggère que l'ensemble du processus a été une action parfaitement préparée, axée sur l'acceptation par l'opinion publique de l'«inévitabilité d'une intervention militaire.»

Ce fut d'abord le vol soigneusement préparé puis exécuté des armes libyennes et leur livraison aux tribus touaregs dans le but ensuite de les pousser à commencer les actions militaires. Cependant les Touareg se sont vite rendu compte qu'ils ont été manipulés et ont commencé à se distancer progressivement de l'indépendance précédemment déclarée.

¹ <http://www.icj-cij.org/docket/files/94/7453.pdf>.

Le Mouvement national pour la libération de l'Azavad (NHOA) a déclaré que «la Déclaration d'Indépendance de l'Azavad était simplement une tentative pour susciter l'intérêt de la communauté internationale sur le sort de la population dans le nord du pays» et a exprimé sa volonté d'agir. Après, les forces d'Al Qaida et ses organisations "AQMI » (Al - Qaïda Maghreb islamique) et "MUJAO » (Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest), ont attaqué le MNL Azawad c'est une véritable provocation des organisateurs. Par ailleurs, même l'organisation islamiste Ansar Dine (Défenseurs de la Foi) avait annoncé sa volonté d'agir

Lors de la réunion à **Ouagadougou, au Burkina Faso, Ansar Dine** a abandonné *«la violence, l'extrémisme et le terrorisme»*, et s'est engagé à lutter contre la violence aux frontières² Cet engagement a été qualifié de trahison par les deux groupes islamistes Aqmi et Mujao qui ont commencé à le combattre. **En Novembre 2012, Aqmi et le Mujao ont engagé des combats contre le MNLA. À la fin du mois de Novembre, les forces de Ansar Dine sont entrées dans la bataille contre le Mujao au sud-ouest de Tombouctou. Je mentionne cette description détaillée afin qu'on puisse comprendre la complexité de l'organisation de la stratégie des services secrets occidentaux, dont le but était de déstabiliser le Mali et de créer des prétextes pour une intervention armée.**

Les médias occidentaux s'efforcent maintenant d'imposer à l'opinion publique l'idée que les groupes terroristes sont concentrés dans le nord du Mali, pour rejoindre les formations armées³, ce qui est vrai, s'est jointe à eux, même la tristement célèbre "Boko Haram", nigériane, mais ils évitent de dévoiler la nature de ce regain de combats, utilisés comme prétextes pour une intervention militaire.

Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, plus d'un demi-million de réfugiés ont quitté l'espace des combats. La catastrophe humanitaire a frappé non seulement le Mali, mais aussi les pays voisins. En c'est précisément ce qui était visé et qui devait être atteint. Pour souligner plus fortement l'effet, des mosquées ont été détruites à Tombouctou et dans d'autres centres historiques du Sahara. Tout s'est déroulé dans un seul but : choquer la communauté internationale et obtenir un soutien pour une intervention militaire.

Après le coup d'état, rapidement a commencé à se propager l'idée d'une intervention militaire. Les représentants du nouveau gouvernement ont demandé l'intervention militaire des Nations Unies et ont déposé une plainte auprès du Tribunal pénal international. Pendant ce temps, au niveau de la direction du Mali, des conflits se manifestaient au sujet de la conception de l'intervention militaire. S'opposaient propositions d'aide de l'Occident et missions purement militaires des Etats africains. En particulier, ces conflits sont devenus la cause de l'échec de la tentative de coup d'Etat d'Avril puis celle de Décembre dernier, lorsque l'armée a renversé le Premier ministre Cheikh Modibo Diarra. Ce n'est pas un hasard si le Conseil de sécurité a fermement condamné "l'ingérence continue de l'armée et de la sécurité dans les activités du gouvernement malien de transition et a souligné qu'il était prêt à imposer des sanctions contre ceux qui troublent l'ordre constitutionnel.

Tout particulièrement, dans ce contexte, il est nécessaire d'évaluer le coup d'Etat au Mali de Mars 2012. A l'époque, quelques jours avant les élections présidentielles, le président Amadou Toumani Touré, connu sous le sigle ATT était renversé. L'absurdité de ce coup d'Etat est que ATT n'était pas candidat pour un autre mandat, mais il était un adversaire de l'intervention militaire de l'Occident.

² Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali. Document des Nations Unies S/2012/894.

³ Procès-verbal du Conseil de sécurité de l'ONU ldu 5/ 12/ 2012 e Document des Nations Unies S/PV.6879, page 2

Le Conseil de sécurité ne s'est pas dressé contre les terroristes islamistes d'Al-Qaïda, mais contre l'armée et la sécurité du Mali.

A la fin, le 20 décembre 2012, le conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 2085, qui a approuvé l'intervention militaire au Mali. La Résolution a autorisé l'envoi d'une mission militaire- Mission d'appui international au Mali, dirigée par des Africains qui sera composée de 5.000 membres de l'armée malienne et de 3.000 membres des Etats de l'Organisation des Nations Unies.

La conception de l'opération a été développée par le Gouvernement du Mali et les partenaires et a été approuvée par l'Union africaine et la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest).

Qui sont les partenaires au Mali ? Etats-Unis, la France, l'Allemagne, le Canada, l'Algérie, la Mauritanie et le Niger.

Le début Janvier a été marqué par une démarche apparemment "illogique" d'Al-Qaïda, dont les forces ont commencé à marcher sur le Sud et ont occupé le 7 janvier la ville de Kona. Kona se trouve exactement sur la frontière entre le nord et le sud du Mali. Cela marque le début d'un engagement contre une région où vit la plus grande partie de la population du Mali. Si cette opération devait avoir pour le leadership d'Al-Qaïda un sens, elle aurait dû se réaliser à l'adoption de la résolution 2085, par exemple, après une série de réunions à Bamako ou à un autre moment approprié pour l'AQMI. Or, les opérations offensives ont commencé immédiatement **après l'adoption de la résolution de l'ONU autorisant une action militaire**. Cela confirme qu'il s'agit d'une provocation préméditée qui devait précipiter l'envoi immédiat de troupes. Dès le soir du 10 janvier Dionkunda Traoré qui exerce les fonctions de Président du Mali, proclamait la mobilisation et l'état d'urgence et dès le 11 janvier, les troupes françaises débarquaient au Mali. Les médias occidentaux ont essayé de camoufler cette démarche en mettant en exergue la participation des armées du Sénégal et du Niger, dont les troupes ont également débarqué, mais celui qui joue le rôle de premier plan est tout à fait évident, indépendamment du fait que c'était déjà clair le jour de l'adoption de la Résolution 2085, quand le ministre des Affaires étrangères du Mali a remercié tous les membres du Conseil de sécurité et en particulier les représentants de la France.

Cependant que la décision de la CEDEAO d'engager immédiatement les opérations de la mission n'a été rendue publique qu'après l'annonce que la mission militaire française a déjà commencé les opérations au Mali. Les Français ont donc commencé l'intervention militaire quand les troupes des Etats africains n'étaient pas physiquement présentes au Mali.

Une excellente opération d'information

"L'intervention militaire internationale au Mali" n'a qu'un seul défaut - il manque une explication compréhensible cohérente de l'activité d'Al-Qaïda – Aqmi dans les pays du Maghreb islamique. Les Médias imposent les affirmations quant aux tentatives d'Al-Qaïda de déployer ses forces dans le nord du Mali et d'y créer une base permanente. Il est connu depuis longtemps qu'Al-Qaïda y était implantée durant toute la dernière décennie et tout le dispositif mondial de lutte contre le terrorisme a laissé ce groupe terroriste inaperçu (au moment où tous les satellites militaires du monde sont en mesure d'enregistrer un objet au sol de dimensions plus petites qu'un pistolet). Le fait qu'Aqmi n'a commencé ses opérations que maintenant, confirme qu'il s'agit d'une provocation planifiée qui devait être utilisée pour une intervention militaire immédiate au Mali.

Le début de l'année 2013 est ainsi marqué par une nouvelle opération spéciale pour la recolonisation de l'Afrique. Ses principaux acteurs sont les Etats-Unis et la France qui tentent par la force militaire

brute d'empêcher l'expansion économique de la République populaire de Chine. Le Mali, comme la plupart des pays africains, fait partie des pays riches en matières premières alors que sa puissance politique et militaire est négligeable.)

Mais il est nécessaire de reconnaître que l'impérialisme s'est, cette fois-ci, épargné les erreurs commises dans la guerre de l'information lors de l'intervention en Libye et en Côte-d'Ivoire en arguant qu'il s'agissait d'une intervention préventive pour prévenir les catastrophes humanitaires et promouvoir la liberté et les droits de l'homme. Aujourd'hui, il est difficile que quelqu'un s'oppose à l'affirmation que l'opération militaire des forces des Nations Unies est inévitable.

Le pays a été confronté à un choix difficile : les islamistes ou impérialisme ? L'intervention internationale le Mali va la payer avec sa souveraineté et ses colossales ressources naturelles. Selon les dires du «socialiste» F. Hollande, les troupes resteront au Mali aussi longtemps que nécessaire

Ce n'est pas par hasard que le président renversé Amadou Toumani Touré, disait que : *" Paris est plus dangereux que Tombouctou "*

L'Afrique a toujours été et demeure un polygone d'expérimentation des scénarios militaires et politiques les plus divers. C'est pour cela que, non seulement l'Afrique, mais aussi la Russie devraient accorder une attention au scénario de mise en œuvre réussi (jusqu'à maintenant) de l'intervention militaire dans un pays dans lequel avait été, auparavant, artificiellement paralysé le pouvoir politique dans le but de le "libérer des islamistes. "Compte tenu des efforts de l'Occident visant à discréditer les dirigeants actuels de la Russie et de soutenir la construction de groupes terroristes islamistes opérant dans le Caucase du Nord et la région de la Volga, il est nécessaire d'accorder une attention particulière à cette démarche.

Auteur: Alexander Mězjajev

Source: fondsk.ru